

proposition des pays occidentaux qui a servi de structure principale et qui constitue aujourd'hui le fondement de la mesure adoptée. Toutefois, il n'y a eu aucune évolution dans les positions jusqu'au moment où le maréchal Ahkromeyev, Chef de l'État-major général de l'URSS, a, pendant une séance plénière, annoncé que son pays acceptait le principe des inspections sur place. Les Occidentaux auraient préféré que les pays pussent fournir leurs propres moyens de transport. Le général Ahkromeyev a demandé que le pays subissant l'inspection fournisse les véhicules et les avions nécessaires aux inspecteurs. Encouragés dans cette initiative par les pays occidentaux, les pays NNA ont suggéré, pour faciliter un compromis de dernière minute, que les avions devant servir à l'inspection soient fournis par des pays non membres de l'une ou de l'autre alliance, mais les pays de l'Est ont catégoriquement rejeté cette proposition. Quoiqu'il en soit, on peut lire dans la version finale du document de Stockholm que les avions devant servir à l'inspection seront fournis par les États hôtes et que, dans certaines circonstances, l'État effectuant l'inspection pourra être autorisé à utiliser ses propres véhicules.

LES RÉPERCUSSIONS POLITIQUES DE LA CONFÉRENCE DE STOCKHOLM

L'Entente de Stockholm n'aurait jamais pu être conclue sans la détermination politique de toutes les parties, puisqu'en définitive, chacune d'entre elles a dû renoncer à certains éléments de ses propositions. Les pays de l'Est n'ont finalement réussi qu'à faire entériner une seule de leurs mesures déclaratoires, soit le principe du non-recours à la force; et encore, il faut préciser que ce principe n'a pas fait l'objet d'un traité ni même d'un document séparé. Le texte final de la Conférence ne prévoit pas la notification des activités aériennes et navales indépendantes, pas plus qu'il ne fixe de limites numériques pour ce qui concerne l'ampleur des exercices militaires. En ce qui concerne la notification des manoeuvres, l'accord est intervenu en fin de compte sur un seuil numérique inférieur aux chiffres initialement envisagés par les pays de l'Est. La notion de recours aux moyens techniques nationaux (MTN) et à la consultation aux fins de la vérification a été remplacée par le principe des inspections sur place par mise en demeure, sans droit de refus. Un régime obligatoire d'observation est désormais en vigueur.

Quant aux pays de l'Ouest, ils n'ont pas réussi à faire accepter leur mesure relative à l'échange d'information sur l'emplacement des forces, à la notification des mobilisations et aux activités "hors-garnison", et ils ont dû se satisfaire d'un seuil de notification plus élevé que

prévu. Malgré les problèmes d'interprétation auxquels pourraient donner lieu certaines ambiguïtés du texte, on peut dire que, d'une façon générale, l'Entente de Stockholm est beaucoup plus qu'une simple déclaration symbolique, car elle permettra de percer quelque peu le mystère dont les pays entourent actuellement la conduite de leurs affaires militaires en Europe. En fait les deux textes décrits ci-dessous, soit l'Appel de Budapest et la Déclaration de Bruxelles, semblent confirmer la portée politique de l'Entente de Stockholm vue comme étant un des éléments d'un processus beaucoup plus vaste.

L'APPEL DE BUDAPEST

L'Appel de Budapest a été lancé en juin 1986 par le Comité consultatif politique des États membres du Pacte de Varsovie. Le contenu de ce document et du communiqué joint en annexe était déjà pour l'essentiel bien connu des négociateurs occidentaux spécialistes de la limitation des armements. L'élément le plus notable de cet Appel est la proposition visant à amener l'OTAN et le Pacte de Varsovie à réduire leurs effectifs de 100 000 et 150 000 hommes respectivement, en un premier temps, et à limiter leurs flottes aériennes tactiques à un plafond non précisé, chacune de ces deux démarches devant se faire d'ici un ou deux ans. En cas de réussite, cette première mesure pourrait être suivie d'autres réductions au terme desquelles le niveau des troupes des deux alliances pourrait avoir été, d'ici le début des années 1990, réduit de quelque 25 p. 100 par rapport à ce qu'il est actuellement.

Malheureusement, tout comme les premières propositions soviétiques à Stockholm, l'Appel et le communiqué sont tous deux truffés de déclarations politiques relatives par exemple "à la lutte pour la paix et le socialisme et contre l'impérialisme",²¹ qui font douter du sérieux de la proposition et semblent indiquer, du moins au premier abord, qu'il s'agit plutôt d'un exercice de propagande. Seul le temps permettra de dire si les parties ont véritablement la volonté politique de réduire de façon globale les armes classiques dans l'ensemble du continent européen, de l'Atlantique à l'Oural. Bien qu'elles durent depuis bientôt quatorze ans, les négociations MBFR de bloc à bloc entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie n'ont pas réussi à amener les deux alliances à réduire les effectifs de leurs troupes, et ce dans une zone beaucoup plus restreinte que celle dont il s'est agi à Stockholm.²² Il faut noter cependant que les pays occidentaux ont indiqué dans le Communiqué de Halifax et plus récemment, dans la Déclaration de Bruxelles, qu'ils étaient disposés à envisager la dernière proposition de Budapest dans une perspective globale.